

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité  
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## La richesse nationale est gaspillée pour des guerres illégales et absurdes

Le Parti social-démocrate allemand (SPD) organise une farce pendant la campagne électorale

par Karl Müller

«Si l'on veut maintenir les dettes d'un gouvernement ou même les augmenter, il suffit de les impliquer dans une guerre ou de menacer de faire la guerre. Plus la menace est grande et plus la guerre est dévastatrice, plus les dettes s'accumuleront.»

C. Edward Griffin: «*The Creature from Jekyll Island: A Second Look at the Federal Reserve*»

Depuis 1990, l'Allemagne participe peu à peu aux guerres et l'endettement considérable de l'Etat allemand continue de progresser. Il y a des profiteurs de dettes et de guerres. Ils ont la même origine. Mais, face à la banqueroute menaçante de l'Etat allemand, au lieu d'imputer la responsabilité aux responsables, les politiques, et avant tout les leaders du SPD, cherchent des boucs émissaires.

A première vue, les sommes que l'Allemagne a dépensées pour sa participation aux guerres ne semblent pas très élevées. Il n'existe pas de chiffres fiables. Le 16 janvier, *Spiegel Online* a indiqué que le gouvernement fédéral avait confirmé un article du *Bild* selon lequel les «interventions à l'étranger de la Bundeswehr ont coûté, depuis 1992, plus de 11 milliards d'euros». Si l'on compare ce chiffre avec les 904 milliards de dollars qui ont été dépensés selon les données officielles du gouvernement jusqu'à la fin de 2008 par les seuls USA pour les guerres en Afghanistan et en Irak (les chiffres réels sont beaucoup plus élevés [cf. «Neue Schätzungen für US-Kriegskosten im Irak und in Afghanistan» (Nouvelles estimations des coûts des guerres en Irak et en Afghanistan), *Telepolis* du 23/12/2008], cela est relativement peu.

Mais les chiffres officiels mentent.

Les 17 milliards de dollars que, par exemple, le gouvernement allemand a versés au Trésor de guerre américain pour la guerre du Golfe (information du ministère des Affai-

res étrangères allemand du 1/2/91) n'étaient-ils pas des dépenses de guerre?

Et que penser de ce qu'écrivait l'ancien ministre des Finances *Oskar Lafontaine* en 2002 dans son ouvrage *Die Wut wächst (La colère monte)?* 64% des exportations de capitaux dans le monde en 2000 ont afflué vers les USA et le budget militaire américain à ce moment-là équivalait au déficit de la balance des paiements des USA qui s'élevait à 400 milliards de dollars. Il conclut: «L'Amérique fait pour ainsi dire financer son énorme puissance militaire par l'étranger, avant tout par les Japonais et les Européens [...]»

Quelle est l'importance actuelle de cette déclaration quand on sait que selon un rapport du *Center for Strategic and Budgetary Assessment* (CSBA) ([www.csbaonline.org](http://www.csbaonline.org)), les guerres du gouvernement américain «sont financées en grande partie par des crédits donc par des dettes [...]»?

Il est vrai qu'il n'existe aucun chiffre fiable sur les coûts des guerres. Apparemment, ils doivent absolument être camouflés.

Il est également vrai que les chiffres officiels indiqués dans les budgets militaires nationaux ne veulent pas dire grand-chose.

Mais il est certain que les Etats membres de l'OTAN, et en particulier l'Allemagne en tant que «championne mondiale des exportations» détentrice de dollars, contribuent considérablement au financement du crédit des guerres menées par les USA – pour un montant qui n'a jusqu'ici été précisé dans aucune statistique.

Finalement, il est certain que le monde financier a intérêt à ce que les pays soient hautement endettés auprès des institutions financières opérant dans le monde entier; car ensuite les intérêts peuvent circuler à travers le monde pour être à nouveau utilisés afin d'obtenir encore plus d'intérêts.

C'est le gouvernement américain qui a le plus grand besoin de crédits avant tout pour les guerres qui engloutissent des milliards de dollars. La guerre représente l'affaire la plus juteuse de ceux qui ont beaucoup d'argent.

C'est pourquoi les intérêts allemands des dettes allemandes sont en même temps de l'argent pour les guerres des USA.

L'Allemagne a accumulé une montagne énorme de dettes. Les derniers chiffres officiels dont nous disposons datent de septembre 2008. A ce moment-là, selon les données de la *Deutsche Bundesbank*, les dettes de toutes les collectivités publiques d'Allemagne c'est-à-dire celles de la Fédération, des Länder et des communes, s'élevaient à 1 547 336 milliard d'euros donc à 1 547 milliards d'euros. C'était encore avant les centaines de milliards de dépenses extraordinaires qui ont dû être aussi financées par des crédits.

Ce qui n'a pas été rendu public, c'est à combien s'élèvent les dettes de l'Allemagne et qui sont les créanciers. Ce sont en majorité des banques indigènes et étrangères qui opèrent au niveau international. Les statistiques de la *Bundesbank* (datant du 19 février) indiquent uniquement les chiffres valables jusqu'à la fin de l'année 2007: 409 milliards d'euros étaient dus à des établissements de crédit allemands et 814 milliards à des créanciers étrangers. La *Bundesrepublik Deutschland Finanzagentur GmbH*, qui est chargée d'obtenir des crédits, a donné, dans un communiqué de presse du 16 décembre 2008, les noms des dix plus importants créanciers pour les différents types d'emprunts fédéraux: *Barclays Bank, Deutsche Bank, Merrill Lynch, UBS, Morgan Stanley, The Royal Bank of Scotland, Société Générale, J.P. Morgan, Goldman Sachs* et *Citygroup*, autant de banques qui appartiennent en même temps aux financiers des guerres américaines.

C'est ici qu'on fait de l'argent. Année après année, l'Allemagne paie des intérêts qui vont remplir les poches des créanciers et les caisses destinées aux guerres.

Ces paiements d'intérêts ne cessent d'augmenter. Selon des chiffres officiels du ministère des Finances allemand, les intérêts à payer par la Fédération s'élevaient en 1991, première année après l'adhésion de la RDA, à 20 milliards d'euros; en 2000, ils étaient déjà de 39 milliards et en 2008, ils s'élevaient à près de 42 milliards et la planification financière à moyen terme de la Fédération prévoit que ce chiffre continuera d'augmenter jusqu'en 2012 pour atteindre 47 milliards d'euros.

Le service de la dette est le poste le plus important du budget fédéral après celui du ministère du Travail et des Affaires sociales. La troisième place revient au budget militaire, poste qui augmente en permanence avec environ 31 milliards d'euros pour 2009, deux milliards de plus qu'en 2008.

A cela s'ajoutent les paiements annuels d'intérêts des Länder et des communes allemandes. Ils s'élevaient en 2007 – dernière année pour laquelle on dispose de chiffres – à près de 30 milliards d'euros. Cela fait donc plus de 70 milliards d'euros par an uniquement pour les intérêts, et la tendance est à la hausse.

Et les citoyennes et les citoyens? Ils ne profitent absolument pas quand l'Allemagne paie des intérêts pour des guerres et quand elle les conduit! Plus de 100 milliards d'euros issus des impôts sont versés année après année au monde de la finance et aux militaires – et en même temps, la pauvreté augmente en Allemagne. L'argent manque partout où il s'agit d'assurer les besoins existentiels de la population: dans l'éducation, le système de santé, l'assurance vieillesse et beaucoup d'autres domaines.

Et voilà maintenant qu'arrive la campagne électorale.

Le SPD allemand, qui a perdu toute crédibilité et qui baisse toujours plus dans les sondages cherche maintenant à obtenir un «succès» à l'arraché. Le parti qui est essentiellement responsable de l'énorme montagne de dettes, de la catastrophe politique économique et financière néolibérale, de l'appauvrissement de plus en plus de personnes en Allemagne, de la participation du pays à des guerres, veut faire croire qu'il est tout particulièrement social et qu'il aspire tout particulièrement à la justice. En vérité, il veut extorquer de l'argent à d'autres pays.

En février, le candidat du parti à la chancellerie *Frank-Walter Steinmeier* et l'actuel ministre des Finances *Peer Steinbrück* ont publié un document de 19 pages intitulé «Die Finanzmärkte grundlegend neu ordnen – Unsere Finanzgrundsätze» (Réformer en profondeur les marchés financiers – Nos principes financiers). Alors qu'ils évoquent la «justice», l'«économie sociale de marché» et la «responsabilité», ils demandent en vérité des mesures coercitives contre d'autres Etats souverains.

Il existe une formule qui s'applique très bien à ceux qui sont aux commandes: elle dit que «ceux qui sont dans une large mesure responsables de la crise, doivent aussi en supporter les conséquences». Il faut donc penser aux puissances militaires que sont les USA, Israël, la Grande-Bretagne et l'Allemagne et à leurs banquiers à New York et à Londres.

## Ne résolvons pas les fautes commises dans le passé par des dettes publiques

Un professeur d'économie de l'Université de St-Gall  
craint les conséquences désastreuses des dettes publiques

Tous les Etats sont endettés. Et les dettes publiques ne sont pas à priori une mauvaise chose, souligne *Jürg Baumberger*, professeur d'histoire de l'économie à l'université de St-Gall. Mais: «La crise provoque la tentation de vouloir résoudre tous les problèmes survenus suite aux fautes commises dans le passé à l'aide de dettes publiques.» La conséquence en est que les pays industrialisés accumulent des montagnes de dettes comme nous les connaissions jusqu'à présent uniquement dans les pays en développement ou de l'après-guerre. Suite à la Seconde Guerre mondiale, toute l'Europe était grandement endettée. Même la Suisse. Mais la situation a rapidement été réglée. D'abord, les pays ont pu diminuer leurs dépenses, avant tout pour l'armement, et ensuite, la haute conjoncture a généré de nouveaux revenus.

Qu'une telle diminution des dettes réussisse, c'est l'exception qui confirme la règle. La situation difficile de beaucoup de pays en développement, qui sont victimes d'une spirale des dettes à laquelle ils ne savent guère échapper, le montre bien. Une situation pareille menace actuellement aussi les pays industrialisés, suite aux paquets de sauvetage, prévient le professeur Baumberger.

Le risque numéro un: Les pays sont rapidement embourbés dans un tel tas de dettes

qu'ils ne savent plus comment payer le service de leur dette sans s'endetter davantage. «Cela fait augmenter les dettes publiques sans qu'on fasse rien de plus.»

Le risque numéro deux: Pendant des années, les dépenses de l'Etat croissent plus vite que l'économie. «Et si la volonté politique n'existe pas de contenir ces déficits primaires, tout le processus peut devenir incontrôlable.» Et la spirale descendante des dettes s'enfonce encore davantage. Pour pouvoir obtenir de nouveaux crédits, le pays doit payer des taux d'intérêt toujours plus élevés. Cela fait augmenter les frais pour le service de la dette. Les entreprises, elles aussi, doivent payer des taux d'intérêt plus élevés. L'économie commence à stagner. En fin de compte on ne peut plus payer le service de la dette, et la faillite est à la porte. C'est le *Fonds monétaire international* qui, dans de pareils cas, joue le sauveur. C'est ce qui s'est passé récemment en Lettonie et en Ukraine.

Une deuxième stratégie pour se débarrasser de dettes, c'est de mettre en marche la planche à billets. «Il y a la tentation de mettre la Banque centrale sous la tutelle de la Trésorerie ou du ministère des Finances.» Il faut que la Banque centrale imprime des billets pour payer les dettes de l'Etat. La semaine dernière,

la Grande-Bretagne a fait un premier pas dans ce sens, en annonçant que la banque centrale rachètera des obligations d'Etat anglaises pour 75 milliards de livres. C'est aussi Outre-Atlantique que de telles idées sont émises. Le président de la Réserve fédérale des Etats-Unis, *Bernanke*, a ouvertement désigné la planche à billets comme arme secrète. Le professeur *Jürg Baumberger* met en garde contre de telles actions: «Car les gens ne seront pas dupes, ils verront ce qui se passe à la Banque centrale, et ils l'anticiperont.» Le résultat en sera que les citoyens perdront la confiance dans leur monnaie et l'argent perdra sa valeur.

Quand un pays est tombé aussi bas, il est inévitable qu'un processus d'adaptation douloureux se mette en marche. «Alors il faut effectivement une fois faire des sacrifices. Et on les fera en réduisant les dépenses publiques; en augmentant les impôts et/ou en dévaluant simplement les fortunes nominales des gens par une inflation renforcée.» En évoquant de tels scénarios, l'historien économique ne pensait, jusqu'il y a peu de temps, qu'aux pays en développement. Mais entre temps, il craint que ces scénarios ne deviennent très bientôt aussi réalité dans les pays industrialisés.

Source: *Radio DRS, Echo der Zeit* du 7/3/09

(Traduction *Horizons et débats*)

## L'attaque de Gordon Brown contre la Suisse a un arrière-goût nauséabond

thk. Les guerres illégales menées dans les Balkans, en Irak et en Afghanistan ont englouti des sommes énormes qui manquent maintenant dans les caisses de l'Etat britannique. Les fortes dépenses d'armement, qui avaient légèrement baissé après l'effondrement de l'URSS, mais remontent depuis dix ans et atteignent 46 milliards de livres (environ 72 milliards de francs) pour 2008 – ce qui en fait le deuxième budget militaire dans le monde –, avoisinent sur vingt ans environ 1 billion (mille milliards) de livres qui manquent aujourd'hui dans les caisses de l'Etat. De plus, les coûts de la guerre actuelle font grimper le budget. Dans les années 2007/08, l'Etat britannique a dépensé pour la guerre en Afghanistan, selon le ministère des Finances, la somme de 1,51 milliard de livres (soit 2,66 milliards de francs). Ces dépenses vont s'élever pour les années 2008/09 à 2,32 milliards de livres (3,1 milliards de francs), cela malgré la crise économique.

La guerre en Afghanistan dure déjà depuis bientôt 8 ans provoquant une accumulation de coûts. Alors même que les dépenses pour la guerre en Irak ont été réduites de façon infime, passant de 1,46 à 1,4 milliard de livres, il ne faut pas oublier que cette guerre dure depuis 6 ans et que les coûts au début étaient nettement plus élevés. Les chiffres publiés officiellement par le Gouvernement ne comprennent pas les coûts se rattachant aux soldats morts (dédommagements des familles), aux blessés et aux vétérans invalides, ainsi qu'au dédommagement des victimes civiles. Il faut y ajouter les énormes montants que les Etats-Unis ponctionnent aux Etats alliés pour financer leurs guerres, argent qui est enlevé au marché. En estimant à 2 à 3 billions de dollars le coût de la guerre en Irak pour les Etats-Unis, on peut mesurer à peu près l'ampleur de ces montants.

Les Britanniques ont, dans le monde entier, 67 000 hommes sur le terrain, ce qui coûte énormément.

### La Grande-Bretagne va au-devant de la faillite

En 1982, la Grande Bretagne s'était déjà trouvée à deux doigts d'un effondrement économique et financier. La première dame du pays, Margaret Thatcher, se servit des mêmes combines que les puissants, qu'il s'agisse de rois, de dictateurs ou de présidents «élus», avant et après elle. Pour cacher les difficultés in-

térieures on se lance dans une guerre, ce qui détourne l'attention du désastre dans le pays. A l'époque ce fut la guerre des Malouines. A l'ombre de l'euphorie due à la victoire et de sa nouvelle popularité, la dite dame de fer se lança brutalement contre les mineurs en grève, démantela les syndicats et mena à grands pas la privatisation de toutes les entreprises de l'Etat, ce qui apporta à court terme de l'argent dans les caisses d'une économie épuisée.

25 ans plus tard, l'actuelle crise financière est apparue en automne 2008 par l'effondrement attendu de la banque Northern Rock. Le gouvernement anglais se déclara immédiatement disposé à verser 37 milliards de livres pour empêcher cet effondrement et une panique des épargnants qui se seraient précipités pour retirer leurs dépôts avant que tout ne disparaisse. Gordon Brown apparut comme le sauveur dans la détresse et d'autres pays, comme notamment l'Allemagne, suivirent son exemple.

### WEF: La nationalisation des banques a porté un coup sévère à la confiance

Mais ce fut un coup d'épée dans l'eau. La crise financière atteignit d'autres instituts financiers et l'Etat britannique s'en tint à sa façon de procéder, déversant des milliards de livres dans les banques mises en danger du fait de leur pratique d'investissements très fortement spéculatifs. En tout, le gouvernement britannique a étatisé quatre banques et accordé des aides financières à d'autres. Il était vain, dans cette situation tendue, de vouloir trouver des investisseurs privés pour refinancer les pertes des banques. La confiance dans cette place financière de Londres tant prisée se mit à fondre. Tout ce qui a affaire à l'argent et aux finances se trouve en perte de vitesse.

### Dans le rang (Ranking) derrière le Pérou, le Chili et El Salvador

Au début de l'année, le World Economic Forum (WEF) avait placé la Grande-Bretagne derrière le Pérou, le Chili et El Salvador en ce qui concerne la stabilité, alors qu'encore en 2006, le pays se trouvait à la première place. Selon le WEF, les nationalisations ont porté un coup sévère à la confiance. Dans de telles conditions, la crédibilité de l'Etat est sérieusement remise en question, ce qui rend vain la recherche de crédits sur les marchés financiers mondiaux. Le pays se

trouve financièrement dans une situation désastreuse. L'Etat britannique qui a déjà bradé toute sa fortune ne peut plus compter y retrouver un appui.

### Le sauvetage des banques met à mal les budgets publics

Les milliards de livres injectés dans les banques en difficulté font monter les dettes de l'Etat de façon dramatique. Le déficit budgétaire comporte cette année déjà 118 milliards de livres et ce n'est, à coup sûr, pas fini. Il semble qu'il ne reste que de s'adresser au FMI, suivant l'exemple de l'Islande, de la Hongrie et de l'Ukraine, pour se sortir rapidement de la crise. De ce fait, le gestionnaire de fonds spéculatifs, Jim Rogers, conseilla aux investisseurs de vendre tous leurs biens en livres sterling, car le gouvernement ne dirait pas la vérité: «C'en est terminé, je déteste le dire, mais je ne mettrai plus un seul penny en Grande Bretagne.»

### On remet en marche la planche à billets

Les nouvelles dettes de la Grande Bretagne se montent pour l'année 2009 à plus de 8% du produit national brut prévu, ce qui fait qu'elles dépassent de loin les critères valables pour l'espace euro. Avant la crise, la Grande-Bretagne avait moins de dettes que la moyenne de l'UE, cela du fait des exportations de pétrole et de gaz. Mais ce n'est plus suffisant car la situation financière s'est détériorée dramatiquement du fait que la dette publique est passée, au cours d'une année, de 600 milliards à 2 billions de livres. Ce qui a incité le journal en ligne anglais *daily-mail.co.uk* à mettre le 20 février comme titre: «Deux billions de livres – la somme affolante de notre dette publique [...], cela signifie 33 000 livres pour chaque homme, chaque femme et chaque enfant du pays.»

### La monnaie perd 30% de sa valeur

Du fait de la politique d'endettement exorbitant, la livre sterling a perdu considérablement de sa valeur et se trouve presque à égalité avec l'euro. Selon la Banque d'Angleterre, la livre a perdu en l'espace de six mois 30% de sa valeur. Les perspectives pour cet Etat insulaire, autrefois si fier, sont plutôt sombres. Quant tout lâche, il faut recourir à la planche à billets. La Banque d'Angleterre a annoncé vouloir imprimer pour 70 milliards de livres. Nous savons ce que cela signifie, en se rappelant l'inflation démesurée dans l'Allemagne de 1923: la destruction de fortunes, notamment celles des petits épargnants.

\*\*\*

*Le monde de la finance de Londres n'a jamais digéré d'avoir perdu le monopole mondial au profit de New York. Risquer d'être supplanté par cette petite Suisse performante éveille des instincts politiques de bas étage. Ce qui faisait partie, au XVI<sup>e</sup> siècle, de la politique financière britannique, c'est-à-dire que des pirates comme Sir Francis Drake s'attaquaient au nom de sa Majesté britannique aux navires de commerce espagnols et leur ravissaient l'or et l'argent, se retrouve aujourd'hui sous une forme plus développée. Tout est bon pour financer les guerres illégales et dévastatrices, entre autre de menacer la Suisse de la faire placer sur une liste noire, mais prenant par ailleurs en défense les paradis fiscaux des îles de la Manche, de l'île de Man, des îles Cayman et des Bermudes. Au cours de la décennie écoulée, le parti travailliste a tout mis en œuvre pour rendre la place financière de Londres plus attrayante, notamment en limitant les réglementations et en offrant des avantages fiscaux. On agit incontestablement avec deux poids et deux mesures.*

*C'est d'une perfidie parfaite que de choisir une victime militairement inférieure et de l'attaquer verbalement avec violence, refusant toute autocritique et toute prise de conscience de la faillite annoncée de l'Etat. Vouloir faire de la Suisse un bouc émissaire est une manœuvre malhonnête qui doit être combattue énergiquement.*

*L'ambassadeur britannique en Suisse a exigé, lors d'une interview au journal «NZZ am Sonntag» du 1<sup>er</sup> mars 2009, avec toute l'arrogance et l'effronterie propres au monde anglo-saxon, que la Suisse aligne son droit fiscal sur celui de la Grande-Bretagne. C'est pousser le bouchon un peu loin.*

*L'arrogance effrontée de Gordon Brown dans sa façon de traiter la Suisse, pays souverain, démontre parfaitement que les Anglais ont oublié, au cours des dernières dix années par leur conduite immorale et contraire au droit international, ce qu'est un comportement diplomatique. Le droit du plus fort nous ramène à un chapitre malheureux de l'histoire. Le gouvernement anglais est enfoncé jusqu'au cou dans la crise financière catastrophique qu'il a provoquée lui-même avec son allié, les Etats-Unis.*

*Il serait bon qu'ils prennent conscience de leur responsabilité et se mettent à chercher des solutions honnêtes, avant de disparaître de par leur gestion désastreuse et leur arrogance.*

## La République de Weimar – Zimbabwe – La Grande-Bretagne?

Comme vous le savez probablement, la *Bank of England* (BoE, la banque d'émission anglaise), a baissé le 5 mars les taux directeurs de 1% à 0,5%, donc de moitié. C'était largement attendu et considéré comme peu marquant, puisque la Banque centrale européenne (BCE) a également baissé les taux d'intérêt de 0,5% ce jour-là. Ce qui fait des gros titres mondialement c'est l'autre pas fait par la *Bank of England*. Le gouverneur de la BoE, Mervyn King, a décidé de plonger la Banque dans le processus de la «décharge quantitative»\* en cherchant l'autorisation du ministre des Finances d'imprimer 150 milliards de livres sterling. La plus grande partie de cet argent réimprimé sera utilisée pour l'achat d'obligations du gouvernement britannique, désignées de manière ironique comme «obligations d'Etat». C'est un pas que la *Fed* américaine a hésité à faire, bien qu'il ait été envisagé publiquement depuis décembre dernier.

L'auteur a été, diplomatiquement dit, alarmé, lorsque le message de la BoE a été annoncé dans nos informations locales (australien) du soir par un speaker de la manière suivante (veuillez noter qu'il s'agit d'une paraphrase et pas d'une citation): «Cela n'a pas fonctionné en 1923 dans la prétendue République de Weimar. Cela n'a pas fonctionné au

Zimbabwe de Robert Mugabe. Mais le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mervyn King, le tente tout de même. Il commence à imprimer de l'argent pour sauver la Grande-Bretagne de sa pire récession depuis les années 1930.» On ne voit et n'entend pas tous les jours une telle nouvelle télévisée.

Encore plus piquants étaient les rapports de l'agence de presse financière *Bloomberg* le lendemain. Voici quelques citations: «Nous tâtonnons dans le noir. En fin de compte, nous ne saurons si cela fonctionne qu'au moment où l'économie sera sortie de la crise. Ce sera seulement dans quelques années.»

«Ce que les Anglais font, c'est d'imprimer de l'argent, mais comme toutes les autres mesures du gouvernement ne fonctionnent pas, la BoE n'avait pas d'autre choix.»

«Alors que les autorités britanniques s'efforcent de dénier les similitudes avec la politique économique du Zimbabwe de Robert Mugabe, où l'impression d'argent a attisé l'hyper-inflation, certains économistes argumentent que la *Bank of England* n'avait pas grand choix.»

Source: *The Privateer*, Early March Issue, 2009

\* Note: «Décharge quantitative» est une expression pour embellir l'effacement de la dette de l'Etat avec de nouveaux billets imprimés.

### Liste noire?

## Le président du Conseil de l'UE se range du côté de la Suisse

### La souveraineté du pays «vaut plus que quelques millions d'impôts»

Le président tchèque du Conseil des ministres de l'UE, Karel Schwarzenberg, condamne les récentes attaques de l'Allemagne, de la France et d'autres pays de l'UE contre la Suisse. «Certes, quelques millions d'euros échappent à l'un ou l'autre pot des impôts», a déclaré le Tchèque à la *NZZ am Sonntag*. «Mais l'indépendance du pays et la tradition d'une Suisse autonome et neutre sont plus importantes que cela.»

La Suisse a fait ses preuves en tant qu'havre solide au cours des siècles. «Pourquoi faut-il absolument le détruire?», demande Schwarzenberg. En outre, la souveraineté d'un pays

n'appartenant pas à l'UE doit être respectée.

L'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne et les Pays-Bas avaient demandé, il y a deux semaines à Berlin, en vue du sommet du G-20 début avril, une action résolue contre les prétendus paradis fiscaux. Ils ont avant tout la Suisse dans le collimateur.

Ces pays de l'UE auraient l'envie de «mettre tout dans le même sac», dit Schwarzenberg. La République tchèque va «vraisemblablement» s'opposer à cette position tant qu'il est ministre des Affaires étrangères.

Source: *NZZ am Sonntag* du 8/3/09



## Ne pas céder au chantage du cartel de guerre

par Tobias Salander

En l'an 19 de la guerre, les Etats membres de l'alliance de guerre USA-UK-Allemagne se retrouvent au bord de la faillite d'Etat. Mais au lieu de transformer maintenant le complexe militaro-industriel en une économie de la paix et de mettre les forces économiques au service de la population, ils poursuivent et élargissent même les guerres – et attaquent des Etats comme la Suisse pour recouvrer de l'argent pour leurs caisses de guerre vides. Au lieu de vivre les principes du droit international et du droit international humanitaire, les Etats guerriers suivent toujours le même modèle: Le stratège chinois *Sun Tzu* déjà l'a recommandé au V<sup>e</sup> siècle av. J.-C. à son souverain dans son œuvre «l'Art de la guerre», les empereurs romains l'ont traité comme maxime d'Etat, au temps de la Renaissance, *Machiavel* l'a recommandé dans son «Il principe», au XX<sup>e</sup> siècle cette stratégie archaïque a couru sous le couvert de «Gladio» et «Stratégie de la tension», au XXI<sup>e</sup> siècle sous le titre «Guerre contre le terrorisme», ou depuis *Obama* ce sont des actions du «smart» ou du «soft power». Les temps ou les modes changent, mais le principe reste toujours le même:

Il s'appelle «divide et impera», diviser pour régner.

### Diviser pour régner

Si tu veux soumettre les autres, par simple soif du pouvoir et de l'argent, travaille avec des tromperies, des mensonges et déforme les faits, donc agis de sang-froid. Exerce de la pression de l'extérieur. Etudie également de façon approfondie l'objet de ta cupidité, définis les divers groupes de population qui y vivent, leurs points communs et les points sur lesquels ils diffèrent. Essaie de les monter les uns contre les autres, si nécessaire avec des agents provocateurs infiltrés. Une infamie par ci, un assassinat par là, si nécessaire commis par toi-même ou bien par des agents payés, renforcés par les médias, et le tour est joué.

Répondons de la propagande d'atrocités, amenons un des groupes à appeler à l'aide et offrons-nous comme sauveur de la misère causée de l'extérieur. Puis, il s'agit d'accompagner l'intervention par les médias, de la camoufler en la présentant comme intervention humanitaire et de chercher la reconnaissance du grand public mondial bien manipulé. Si l'intervention cause un chaos, la population indigène sera sous le choc, ce qui est souhaitable, car ainsi des changements bien profonds se réalisent beaucoup plus vite – et en plus sans résistance.

Enfin, on offre de l'aide pour la reconstruction des destructions faites soi-même par ses propres entreprises. Avec un accompagnement médiatique habile, l'industrie cinématographique et des spin-doctors, formés pour la guerre psychologique, on reconstruit le pays, retombé à l'âge de pierre et on édite le tout comme jeu vidéo dans l'industrie du divertissement pour que les enfants sachent déjà tôt comment de nos jours on peut «aider le monde» afin que sa propre bourse se remplit sans aucune scrupule.

### L'Otan et la stratégie de la tension

Après la Seconde guerre mondiale l'alliance de l'Ouest, l'Otan, dominée par les Etats-Unis, a agi d'après la méthode décrite ci-dessus: *Giulio Andreotti* était le premier à l'avouer devant le tribunal: Oui, nous avons essayé de semer la panique parmi la population. Oui, nous avons tué nous-mêmes et accusé l'adversaire. Oui, nous avons appelé cela la stratégie de la tension, nous voulions que la population fasse appel à un Etat fort, nous avons voulu les bombarder dans la soumission, oui, nous avons effectué des «false flag operations» – mais nous nous trouvons dans la meilleure compagnie: tous les Etats de l'Otan avaient leurs armées secrètes, tous étaient guidés par l'Otan, en partie par la CIA américaine, en partie par le MI6 anglais. Oui, même le gouvernement socialiste français avait son armée secrète guidée par les USA, oui, même l'Allemagne, etc. Dans l'Espagne de Franco, c'était l'armée secrète qui était le gouvernement.

### Les mensonges de la guerre du Golfe

Et pendant la guerre du Golfe, en 1991/92? Tout a commencé par un mensonge, avec des combines et des escroqueries. Après que *Sadam Hussein* ait reçu le soutien de l'Occident dans la guerre contre l'Iran qui a duré huit ans, qu'il ait été littéralement invité par la diplomatie des USA à opérer contre les forges koweïtiens dans leurs gisements, le dénigrement contre le pays-modèle Irak a été initié par cette histoire d'infirmière mensongère – une infirmière qui avait été engagée sous une fausse identité par la société de relations publiques *Hill&Knowlton*, pour convaincre le public que c'était uniquement la guerre qui pouvait aider contre des assassins de prématurés.

### Bombes et révolutions des couleurs

Ou bien le démantèlement du modèle de la Yougoslavie: La très estimée troisième voie

entre capitalisme et économie socialiste planifiée devait être détruite par les bombes, une tête de pont sur la route stratégiquement importante du pétrole et du gaz vers le Caucase devait être établie. Là aussi: mensonge après mensonge: le massacre de pauvres gens faisant la queue devant une boulangerie de Sarajevo («Brottschlängenmassaker»), le soi-disant Plan Fer-à-cheval («Hufeisenplan») du Kosovo, la dénonciation calomnieuse des Serbes qui avaient aidé d'innombrables juifs pendant la Seconde guerre mondiale comme de nouveaux nazis, à nouveau mise en scène par une agence des relations publiques, cette fois-ci *Ruder&Finn*, dont le chef juif, *James Harff* s'est vanté publiquement de ce mauvais coup.

Et puis la sale comédie de Rambouillet. Avec un protocole additionnel secret, l'annexe B, on avait posé des conditions aux Serbes qu'aucun Etat souverain n'aurait pu accepter. La Serbie fut obligée de refuser et l'Otan eut enfin son prétexte pour l'attaque – cependant toujours contre le droit international.

Et si l'on n'a pas vraiment pu atteindre l'objectif voulu avec ces guerres d'agression à l'encontre du droit international, comme celle contre la Serbie, on a eu recours à l'organisation de groupes internes payés qui se sont habillés de couleurs appropriées et qu'on envoyait ainsi contre les sièges des gouvernements. Vendus comme mouvements démocratiques sous les caméras du public mondial, ces révolutions des couleurs télé-guidées ont renversé le gouvernement à Belgrade, ensuite à Kiev, en Géorgie et se sont cependant cassés les dents en Biélorussie et en Russie – ce qui a valu à ces pays-là le reproche d'être des «passésistes» – tout simplement parce qu'ils ne voulaient pas se plier au diktat des Chicago Boys avec leur idéologie de privatisation.

### «Patriot Act» –

#### «Loi des pleins pouvoirs» moderne

Après la «false flag operation» du 11 septembre, les Etats démocratiques de l'Ouest ont été transformés de façon sournoise par des lois de mise au pas, d'espionnage, de surveillance au «Patriot act», en des espèces d'Etats pré-totalitaires, pour pouvoir ainsi soumettre d'autres pays sans être dérangés par une opposition interne. L'Afghanistan et l'Irak ont été bombardés ouvertement et livrés au pillage par les multinationales, la guerre a été plus couverte contre l'Iran, la Syrie, le Liban. En même temps, par contre, plusieurs Etats latino-amé-

ricains ont réussi à se libérer de la coupe du FMI et de la Banque mondiale et à s'opposer en commun à cette hégémonie. Que le résultat en ait été la réactivation de la quatrième flotte montre que l'autonomie et la souveraineté ne sont pas tolérées par les cercles du pouvoir de Washington.

### Avec la Suisse,

#### l'alliance de guerre se cassera les dents

Et maintenant, en l'an 19 de la guerre, l'alliance germano-anglo-américaine se trouve au bord de la banqueroute. Quoi de plus naturel que de se procurer cet argent par le chantage auprès d'économies nationales saines qui jusqu'à présent n'ont pas voulu se plier au diktat?

Les attaques actuelles contre la Suisse neutre, avec sa démocratie directe, gardienne des Conventions de Genève et patrie du CICR, havre d'un modèle à succès de l'économie du marché social, suivent le modèle bien connu cité ci-dessus – bien que pour le moment encore dans une version non sanglante et dans les premières phases de sa réalisation.

Avec des mensonges, des déformations, des menaces ouvertes, la Suisse doit être mise au pas. On peut s'attendre à des tentatives de monter des groupes de population les uns contre les autres, de créer et de financer des groupes radicaux pour pouvoir ensuite lancer des cris médiatiques. Il y a déjà eu plusieurs tentatives, jusqu'à présent sans succès. Mais la population suisse est trop bien formée et trop fortement ancrée dans les traditions de la démocratie directe, de la citoyenneté honnête pour ne pas être capable de démasquer les actions couvertes, les manipulations et les menaces, et dire de quoi il s'agit vraiment, soit: des machinations criminelles d'élites criminelles qui veulent se procurer de l'argent pour continuer de soumettre le monde afin de créer un «Nouvel ordre mondial».

Propagé par *George Bush* en 1990, ce «Nouvel ordre mondial» se heurtera à la résistance musclée de la population suisse, tout comme la tentative de créer un nouvel ordre mondial des national-socialistes dans les années 1930 a rencontré la résistance ferme de la Suisse neutre et en état de se défendre. «Contre les poings rouges et bruns» c'était jadis la devise de la démocratie apte à se défendre. «Tous pour un, un pour tous contre le smart-power des USA, le toupet de la City londonienne et l'arrogance allemande à la Merkel», c'est le commandement de l'heure en l'an 2009. •

## Le monde a autre chose à faire et les Suisses le savent.



En fait, le monde ressemble à ça.

Cette carte représente la consommation alimentaire dans le monde: plus de 920 millions de personnes ont faim. Aidez-nous à changer la donne! CCP 60-707 707-2



www.droitalimentation.ch

# Les erreurs des Etats-Unis et le nouveau président de l'UBS

## A propos de travail en équipe, de coulevres, de réparations et de justice américaine

me. Pour l'opinion publique suisse, la semaine dernière a été émotionnellement éprouvante. A la satisfaction d'apprendre la nomination du nouveau patron de l'UBS a succédé la douche froide de la désignation de l'ancien conseiller fédéral (ministre des Finances et de la Défense) et commandant de compagnie *Kaspar Villiger* comme président du Conseil d'administration de la banque. Pourquoi ce malaise?

Voici ce que je pense:

Le fait de nommer un ancien président de la Confédération président du Conseil d'administration d'une grande banque ne signifie-t-il pas pour l'étranger que la Suisse est également responsable? Le fils d'un fabricant de cigares est ingénieur mécanicien

et non banquier. Est-il capable de diriger une banque et si oui, pourquoi le fait-il?

Je pense à toutes les interrogations qu'il a laissées derrière lui. Il a été membre du Conseil fédéral de 1989 à 2003, c'est-à-dire pendant 15 longues années. Il était conseiller fédéral lorsque la Confédération a adhéré, en 1992, au Fonds monétaire international (FMI) et qu'on a dissimulé au peuple que ces accords de Bretton-Woods stipulaient – accessoirement – que la Suisse devait renoncer à la couverture-or. Si on avait informé le peuple honnêtement, l'issue de la votation aurait peut-être été différente de 56% de «oui».

Villiger est également responsable, à la fin des années 1990, de l'échec de la Suisse face au Congrès juif mondial. Il était ministre des

finances lorsqu'on a décidé qu'il existait des «réserves d'or excédentaires» et il a contribué à la naissance de l'idée de verser l'«or excédentaire de la Banque nationale» à la clientèle du *Congrès juif mondial* par le biais d'une «Fondation de solidarité».

Dix ans plus tard, lorsqu'il s'est agi de sauver *Swissair*, Villiger s'est montré indécis et il est responsable du fait que *Swiss*, prétendument non rentable, ait été bradée aux Allemands par *Pieter Bouw* pour une bouchee de pain et soit devenue très rentable peu de temps après. En outre le ministre des Finances a légué à la Confédération une montagne de dettes, de 50 milliards supérieures à ce qu'elles étaient à son entrée en fonctions, bien qu'il n'ait pas été le seul responsable.

En tant que retraité, Villiger s'est empressé de devenir membre de nombreux conseils d'administrations lucratives, dont celui de *Swiss Re* (anciennement *Compagnie suisse de réassurance*). Et ça n'a pas marché du tout: au lieu d'assurer ce qui jusque-là avait été rentable, *Swiss Re* a joué le rôle d'une banque d'investissement et a perdu beaucoup d'argent en spéculant. C'est pourquoi elle est fauchée et a dû récemment supplier l'investisseur américain *Warren Buffet* de lui accorder un prêt convertible considérable dont le taux s'élève à 12%!! Chaque jour et uniquement à titre d'intérêts, *Swiss Re* vire un million de dollars à *Warren Buffet*.

Les décisions spéculatives ont été prises par la «commission des risques» du conseil d'administration à laquelle l'ingénieur Villiger appartenait. Certains non-spécialistes ne se seraient pas laissés élire dans cette commission. Il aurait pu dire: «Je n'ai pas les compétences, prenez quelqu'un d'autre.»

Et je me souviens de la phrase inquiétante de l'ancien ministre des Finances Villiger à propos de l'or de la Banque nationale: «Je ne sais pas où sont les lingots d'or de la Banque nationale, je ne suis pas sensé le savoir et je ne veux pas le savoir.» (*Bulletin officiel du Conseil national*, 2003). Au cours d'entretiens téléphoniques avec de ses amis membres de sa société d'étudiants, je n'entends que des éloges: ils le décrivent comme un homme humain, agréable, modeste, honnête. Lors de réunions de ladite société, il aurait déclaré: «Si vous saviez tout ce qui se passe en coulisses». Invité, en tant que conseiller fédéral, à le faire savoir au peuple afin que ce denier puisse s'impliquer, il a secoué la tête avec agacement. Quoi qu'il en soit, il a à coup sûr plus de caractère que les banquiers d'investissement incapables, «amateurs de Rolex, de Porsche, de cocaïne et de sexe».

Il n'a pas participé aux manœuvres frauduleuses des représentants de l'UBS aux USA, à la différence de l'équipe qui se retire maintenant. Soit dit en passant, l'ex-conseillère fédérale *Elisabeth Kopp* aurait sans doute des informations à nous apporter.

En faisant d'autres téléphones, j'apprends que Villiger était un homme de l'ancien président du Conseil d'administration du Crédit suisse *Rainer E. Gut*, c'est-à-dire de celui qui avait manigancé la remise de 1,7 million de francs au Congrès juif mondial. Il aurait procuré à Villiger des mandats de conseils d'administration lucratifs et il essaierait maintenant de transférer les meilleurs produits de l'UBS vers le Crédit suisse afin de faire plonger l'UBS. Villiger n'a certainement pas reçu de mission de Gut mais peut-être qu'on cherche à l'utiliser. Ma conclusion provisoire est qu'il faut garder l'œil sur Villiger.

Enfin, je viens de lire qu'*Oswald Gröbel* avait approuvé la désignation de Villiger, après un long entretien. «Tu ne dois pas t'inquiéter à propos de Villiger», m'a dit un ancien supérieur d'*Oswald Gröbel*. «Gröbel ne doit ménager personne. Il ne doit rien à personne. Il n'a pas magouillé, il est travailleur et capable de parler d'égal à égal avec *Peer Steinbrück*».

Alors bon, laissons le nouveau patron de l'UBS faire ses preuves. Villiger peut le compléter et il connaît des gens du Fonds monétaire international. Si Villiger assure ses arrières à Gröbel, ce dernier pourra faire le ménage à l'UBS et nous y aurons gagné quelque chose. En temps de crise, il est important de travailler en équipe, cela rassure.

Peu à peu, ma colère à propos de Villiger s'estompe et je me demande: «A part les questions de personnes, de quoi s'agit-il, au point de vue stratégique, pour l'UBS et pour la Suisse?»

Il existe un «plan Blocher» pour l'UBS. Il propose de diviser le groupe en filiales nationales. Cela aurait l'avantage qu'une filiale de la filiale américaine, par exemple, n'entraînerait pas celle du groupe tout entier. L'importance de l'UBS (et du Crédit suisse), extrêmement dangereuse en regard de celle de l'économie suisse, s'en trouverait réduite. L'idée est juste en principe mais elle présente

### Au lieu de chercher de mauvaises excuses, il faut reconnaître ses erreurs, les corriger et continuer la lutte

#### «Personne, à l'exception d'un professeur de New York, n'a vu venir la crise ...»

me. L'excuse revient toujours automatiquement dans la bouche des décideurs: «Personne n'a vu venir la crise.» La dernière fois que cette affirmation dictée par la paresse mentale a été proférée, c'était lors de la conférence de presse donnée par *Kaspar Villiger*, quand ce dernier a fait savoir qu'il prendrait la présidence du conseil d'administration de l'UBS. «Personne, à l'exception d'un professeur de New York, n'a vu venir la crise financière», a-t-il déclaré et il n'a même pas nommé ce génie qu'il semble considérer maintenant comme quelqu'un qui a mis en garde le monde. Or il y en a eu beaucoup de son espèce.

Nous savons que Villiger a, au sein de la commission des risques de *Swiss Re*, fait perdre beaucoup d'argent à la compagnie à la suite de spéculations, mais maintenant, il lui faudra réfléchir, et honnêtement. Tout le monde doit cesser de recourir à de mauvaises excuses. Il faut reconnaître ses erreurs, les corriger et continuer la lutte. On ne rétablit pas la confiance avec de mauvaises excuses.

Il est certain que la recherche avide de toujours plus de profits, de chiffre d'affaire, de bonus, de Rolex a nui à l'intelligence des décideurs. L'instinct grégaire était fort.

Il est indéniable que des gens importants nous ont mis en garde mais on ne les a pas écoutés. Leurs réflexions n'apportaient pas de bonus aux personnes averties. On s'est moqué de ceux qui nous mettaient en garde, on les a traités de malades gênants, on a écarté ces «oiseaux de malheur».

Au regard de la loi, le devoir de vigilance des membres de conseils d'administration demande de l'intelligence, de la perspicacité, de l'esprit de décision et finalement de l'énergie. Il n'est pas absurde de consulter le Code des obligations. Ceux qui sont aux commandes trouvent toujours des signaux avertisseurs. Cependant, on ne les découvre qu'en marge du courant dominant; c'est dans la nature des choses. Ensuite commence la réflexion, qui demande beaucoup d'efforts.

Le «nouveau modèle» de l'Université de Saint-Gall (HSG) permet un correctif important. Il y a quelques jours, l'HSG a publié une modeste étude de 50 pages sur les «conséquences de la crise des marchés financiers» qui a fait sensation. Ses auteurs reconnaissent que la science aussi a été dépassée par les événements et que, face à une situation aussi grave, il faut se montrer modeste. Il faut avoir les idées claires, analyser sans préjugés, développer des solutions avec pragmatisme et les mettre en œuvre de manière systématique. Suit une analyse très instructive des conséquences de la crise pour l'ordre financier international, la politique économique, l'assurance vieillesse. Les réflexions du chapitre intitulé «Rétablir et garantir durablement la confiance» sont particulièrement intéressantes. Que les responsables de cette étude en soient félicités.

Ceux qui, à l'instar de l'Université de Saint-Gall, réfléchissent de manière honnête auront le soutien de la population et elle le montrera, le cas échéant.

Source: [www.unisg.ch](http://www.unisg.ch)

### Qui avait vu venir la crise?

#### Les personnalités, institutions et médias suivants avaient vu venir la crise:

Depuis 2002:

**The Privateer.** La newsletter bi-mensuelle australienne couvre l'ensemble du globe. Elle est indépendante et lucide. ([www.the-privateer.com](http://www.the-privateer.com))

**Wirtschaft aktuell:** «Analyses et recommandations pour les personnes douées d'esprit critique». Paraissant chaque mois depuis 1980(!), elle est publiée par *Walter Hirt*, ingénieur et économiste, 8903 Birmensdorf/Waldegg.

Ce périodique mettait en garde dès 2005 contre la crise des subprimes. Il a publié des articles sur la faiblesse systémique du dollar et l'instabilité du système financier. Autres articles sur l'or de la Banque nationale suisse, *Alan Greenspan* et l'or, *le poids des problèmes économiques hérités du passé*. (La collection complète peut être consultée auprès de la rédaction.) En octobre 2002, Hirt a envoyé au Conseil fédéral et au Parlement une pétition intitulée «Il faut cesser immédiatement les ventes d'or de la BNS» ([www.walterhirt.ch](http://www.walterhirt.ch))

Depuis 2003:

**Ferdinand Lips**, banquier privé, Zollikon. Lips a été le cofondateur de la *Banque Rothschild* de Zurich. Son ouvrage «Gold Wars» évoque de manière presque prophétique la Suisse et la géopolitique financière, a paru tout d'abord en anglais en 2001 puis en allemand sous le titre «Die Gold-Verschöpfung» en 2003. Lips envoya son livre, accompagné d'une lettre destinée à les secouer, aux cadres de la Banque nationale, au Conseil fédéral, aux banquiers et à de nombreux parlementaires

Dans une interview de 2003, il déclarait à propos des marchés financiers: «Je pense que le monde va connaître tout d'abord un endettement semblable à celui de l'Argentine. Ensuite, si aucune mesure énergique n'est prise, nous assisterons à un second Weimar. Nous savons ce qui est arrivé après. [une hyperinflation n.d.l.r.] Dans un proche avenir, les Etats-Unis vont vivre ce qu'a vécu le Japon, mais à une différence près: les Japonais ont des économies. Les Américains sont fortement endettés. Tout est devenu imprévisible.»

Depuis 2004:

**Global Europe Anticipation Bulletin:** Paraît mensuellement depuis 32 mois. Les pronostics ont été effroyablement précis. Il vaut la peine de lire toute la collection. Un must pour les prévisionnistes. ([www.leap2020.eu](http://www.leap2020.eu))

**Fredmund Malik:** Malik Management Zentrum, Saint-Gall. En mars 2004, dans le cadre d'un séminaire d'une journée sur «la situation économique actuelle des Etats-Unis», il avait dressé un bilan lucide des grandes questions et pronostiqué avec exactitude les phases de l'évolution future. On peut consulter la vaste documentation à Saint-Gall ou à la rédaction. Fredmund Malik n'a cessé, lors de séminaires, d'interviews et en petits comités, d'attirer l'attention sur les risques et sur ce qui ne pouvait être évité. Il aurait été à temps à la disposition du Conseil fédéral. S'appuyant sur la conception de l'homme de la psychologie individuelle, il offre des formations en management. Elles sont très supérieures à celles de n'importe

quel MBA car elles sont orientées vers la pratique, le concret et le bon sens. ([www.malik-mzsg.ch](http://www.malik-mzsg.ch))

Depuis l'automne 2007:

Le **conseiller fédéral Blocher** ne cesse de mettre en garde contre une grande récession partie de l'Amérique.

**Konrad Hummler**, banquier privé de la Bank Wegelin & Co de Saint-Gall le fait également. Depuis des années, il ne s'est pas contenté de réfléchir à la stratégie de manière indépendante, il a publié des articles, et cela aussi lorsque ses vues ne correspondaient pas à celles de la majorité et des décideurs. En 2006, il a démissionné de la direction de l'Union de banques suisses et n'a pas hésité à exiger de la «Neue Zürcher Zeitung», dont il était membre du conseil d'administration, des réponses à des questions fondamentales. On aurait dû écouter cette personnalité courageuse.

Nous savons peu de choses en ce qui concerne la Suisse romande. Mais le **Centre patronal** a aussi émis des mises en garde.

Des Allemands et des Autrichiens avaient également prévu la crise, par exemple le **Mittelstandsinstitut d'Eberhard Hamer** (Hanovre) où est paru l'ouvrage «Wie kann der Mittelstand den Crash überleben?». Le journaliste **Bruno Bandulet** a également mis en garde contre la crise dans ses articles.

Mentionnons pour terminer que le journal **Horizons et débats** traite ce sujet depuis plus de 5 ans.

«Les erreurs des Etats-Unis et ...»  
suite de la page 4

plusieurs inconvénients et Oswald Grübel est sceptique.

Une autre question est de savoir – quelle que soit la structure du groupe – s'il faut se retirer des Etats-Unis. On a appris que l'UBS (et probablement aussi le Crédit suisse) n'ont finalement pas gagné un seul franc en Amérique. Pour les opérations de change, l'UBS n'a pas besoin de payer grassement, à New York, des banquiers spécialisés dans les investissements et d'employer 35 000 Américains.

En se retirant des USA, l'UBS s'affranchirait du système judiciaire américain qui est, à y regarder de plus près, un instrument impérialiste brutal des Etats-Unis. La justice américaine, avec ses «actions collectives», les compétences arbitraires des autorités et les demandes exorbitantes de dommages-intérêts, est une arme dans l'arsenal du pays. Cette «justice» respecte la souveraineté des autres pays aussi peu qu'un commando de la CIA, un porte-avions ou un embargo. Maintenant, en pleine dépression économique, les autorités couvrent certains groupes industriels ou traitent avec indulgence certains voyous (Madoff), alors qu'elles éliminent des concurrents étrangers. Avec l'UBS, elles veulent faire un exemple. Comme lors d'un procès-spectacle, la procédure a pour but de rappeler à l'ordre les spectateurs.

Cependant le gouvernement Obama fait un mauvais calcul avec la Suisse. Ses promesses de recourir à la diplomatie et de respecter le droit international n'étaient que des déclarations d'intentions. Après l'axe du mal de Bush, Obama dresse la liste noire des paradis fiscaux. A la manière d'un conseiller en communication, il colle des étiquettes négatives, essaie de pousser la population à la révolte et de harceler l'Etat. Il ne tient pas compte des accords bilatéraux signés par les USA. La puissance est plus importante que le droit. Nous reconnaissons ce scénario. L'Amérique se trompe quand elle pense pouvoir harceler la Suisse comme Saddam Hussein avec le mensonge de ses supposées armes de destruction massive. Les Etats-Unis vont s'attirer l'hostilité manifeste de toute la population suisse, pour plus de 50 ans. Les Suisse en ont assez de l'Oncle Sam. Vraiment assez.

C'est pourquoi un retrait de l'UBS des USA serait interprété comme un geste de dignité nationale. «Allez-vous-en avec vos dollars de guerre qui ne valent rien, crierait-on aux Américains s'ils clôturaient leurs comptes à Zurich, nous en avons assez de votre argent sans valeur.»

D'autres «mesures actives» pourraient consister à aider l'Université de Saint-Gall et le Swiss Banking Institute de Zurich/Genève à créer leur agence de notation et à introduire un «swiss approved rating». Cette agence pourrait s'occuper de la solvabilité des USA et des grands groupes américains (cf. article p. 6).

En résumé, pour le moment, on peut dire ceci: Laissons faire Oswald Grübel et Kaspar Villiger. Ce dernier a les potentialités d'un homme d'honneur: il doit tout de même réparer la faute commise lors de l'attaque de la Suisse à propos de son attitude pendant la Seconde Guerre mondiale. Croyons-le désireux de le faire, par sens de l'honneur. Après tout, contrairement à Flavio Cotti, il n'est pas allé s'incliner à New York. Toutefois, nous devons le surveiller, voir s'il joue le jeu de Rainer E. Gut.

La lecture des journaux nous apprend que le nom de l'ex-conseiller fédéral Blocher a été avancé pour la présidence du conseil d'administration. Certes Blocher énerve beaucoup de monde mais il est vrai qu'à l'automne 2007, il y a donc plus de 18 mois, il fut le seul, au Conseil fédéral, à annoncer une prochaine crise financière. Ce n'est pas sa faute si on ne l'a pas écouté et qu'on ne s'est pas préparé à la crise, mais la faute de ceux que leur «délire anti-blochérien» empêchait d'entendre même ses bonnes idées.

Il est certain que Blocher contribuerait au débat sur la stratégie à suivre et poserait des questions précises. Il a manifestement un sens des évolutions futures plus aigu que d'autres. On devrait en profiter. De plus, il a, en tant que ministre de la Justice, refusé de s'incliner devant les Américains.

Le nom de Joseph Ackermann, le patron de la Deutsche Bank a été cité, lors d'entretiens,

## Les USA ne respectent pas les accords bilatéraux

### Faith Whittlesey, ex-ambassadrice des USA en Suisse, juge sévèrement Obama

D'après l'ex-ambassadrice Faith Whittlesey, le nouveau président américain Barack Obama serait favorable à un Etat fort hautement taxé. Aussi le différend avec la Suisse serait-il de nature philosophique.

Pourquoi l'affaire UBS a-t-elle déclenché un vrai différend entre la Suisse et les Etats-Unis?

Faith Whittlesey: Le ministère des Finances et le ministère de la Justice des Etats-Unis ont décidé unilatéralement d'ignorer deux accords bilatéraux conclus avec la Suisse. Apparemment, la procédure d'entraide judiciaire qui permet de donner des informations sur des comptes bancaires de présumés fraudeurs n'a pas été assez rapide pour les Américains.

Comment expliquer un procédé aussi agressif de la part des Etats-Unis?

Nous sommes en pleine crise financière. Le ministère des Finances subit une forte pression: il doit engranger davantage de recettes. Comme Barack Obama avait promis de respecter la diplomatie et la souveraineté des Etats, il est surprenant qu'il ne tienne pas cette promesse électorale en ce qui concerne la Suisse. Il a été élu président parce qu'il critiquait l'unilatéralisme de George W. Bush qui, par exemple, avait déclenché une guerre préventive en Irak. Obama avait juré qu'il respecterait l'Etat de droit et la sphère privée. Dans le cas de la Suisse ces promesses électorales n'ont pas été tenues. [...]

Donc Obama n'aime pas la Suisse?

Il n'est pas particulièrement anti-Suisse. Mais la Suisse représente beaucoup de choses dont le gouvernement Obama ne voudrait pas. En Suisse, la fiscalité est modérée. Les Suisses se méfient d'un gouvernement centralisé. En Suisse, la législation du travail est souple et on peut choisir sa caisse maladie. On attribue

beaucoup d'importance à l'économie de marché, ce qui fait de la Suisse un pays prospère. Obama, en revanche, suit plutôt le modèle de l'Union européenne, donc celui d'un pouvoir centralisé, d'un pays à la fiscalité lourde où l'Etat s'impose fortement. La Suisse a des principes qu'Obama n'aime pas. Le différend est donc de nature plus philosophique que personnelle.

A votre avis, qu'est-ce que la Suisse devrait faire maintenant?

Je ne me permettrais jamais de dire à la Suisse ce qu'elle doit faire. Mais il faut repenser la façon dont on peut faire comprendre ces principes suisses à la classe intellectuelle américaine. Il faut en parler à des gens qui ont une certaine influence sur la politique étrangère et sur la vie intellectuelle des USA. Le différend actuel risque de nuire à la place bancaire suisse. Par conséquent, il est important de savoir comment se défendre et qui s'en chargera.

Quel devrait être le message de la Suisse?

Il faut expliquer pourquoi elle respecte la sphère privée financière. Il faut montrer que la pression actuelle sur la Suisse nuit à la place bancaire suisse et par contre-coup aux USA. La Suisse est un partenaire économique important des Etats-Unis. Les USA dépendent aussi d'investissements suisses. Bien que le président Obama ait promis de se faire de nouveaux amis, l'anti-américanisme risque d'augmenter car de telles imprudences font croître le nombre des ennemis de l'Amérique.

Aux USA, il y a aussi des paradis fiscaux, par exemple au Delaware ou au Nevada. N'est-ce pas hypocrite d'attaquer seulement la Suisse?

Il est plus facile d'attaquer un autre pays que de déclencher une guerre civile, mais attaquer la Suisse est irrationnel.



Faith Whittlesey, ambassadrice américaine en Suisse (1981–1983 et 1985–1988), présidente honoraire de l'American Swiss Foundation

Le ministère américain de la Justice veut entamer une procédure pénale pour réclamer les noms de 52 000 ressortissants américains qui seraient détenteurs d'un compte en Suisse. L'UBS dit qu'il faut trouver une solution diplomatique. Qui a raison?

S'il s'agit de deux Etats souverains qui entretiennent de bonnes relations, la question relève de la Maison-Blanche et non du ministère de la Justice. S'il s'agit d'une affaire judiciaire, cela risque de déraper. La diplomatie ne pourra plus jouer. C'est pourquoi il vaut mieux recourir à la voie diplomatique.

A votre avis, où en sont actuellement les relations entre la Suisse et les USA?

Mis à part ce différend fiscal qui pourrait dégénérer en une vraie guerre, elle sont excellentes. La coopération est excellente dans la plupart des cas. Il n'y a jamais eu tant d'entreprises américaines en Suisse.

Source: Mittelland-Zeitung du 9/3/09 (Traduction Horizons et débats)

### Basler Schnitzelbangg zu Steinbrück

«Z Bagdad het der al Zaidi – der Bush mit de Schue nit troffe  
Äär will Asyl jetzt in der Schwyz – und duet schon ganz fescht hoffe,  
äär kennt doch wenn s neetig wurd – i glaub me sott s riskiere  
der Steinbrück us em Schwoobeländ – mit Schlarpe bombardiere.»

Uffestuehler

Schnitzelbangg: petit poème satirique écrit à l'occasion du carnaval de Bâle 2009.

comme alternative à Villiger. Des contacts allemands louent le «Suisse courageux» qui a certes restructuré la Deutsche Bank, mais l'a remise sur pied sans guère faire la une des journaux et sans aides de l'Etat. Diplômé de l'Université de Saint-Gall, Suisse et colonel de l'état-major, il serait un excellent candidat. Il a appris à faire la guerre.

Mais il vaut peut-être mieux qu'il reste en réserve. Il arrive parfois des accidents. Ou ne pourrait-il pas être rapatrié à la fin de l'année au directoire de la Banque nationale suisse? Ne compléterait-il pas parfaitement les deux autres directeurs, un peu trop théoriciens?

En somme, le moment est venu de conclure le débat sur les personnes. Ceux qui le poursuivent ne font que venir en aide à Bruxelles, à Berlin, à Paris et à Washington. Il y a du travail pour tous ceux qui sont compétents et honnêtes.

Il s'agit de serrer les rangs, de se rendre moins vulnérable, de réduire économiquement le poids trop lourd et nuisible des deux grandes banques et de préparer les gens à traverser une longue période de vaches maigres.

Le conseiller fédéral Minger, le général Guisan et Traugott Wahlen ont dû accomplir cette tâche en matière de politique, de défense et d'approvisionnement de la population. Aujourd'hui, nous ne manquons guère de personnes compétentes. Il suffit de dégommer les traîtres politiques, de tenir en échec les collaborateurs et de se montrer offensif et réfléchi. La population sera soulagée.

## Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à Horizons et débats – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire Horizons et débats est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire Zeit-Fragen en allemand et le mensuel Current Concerns en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Nouveau:** Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer \_\_\_\_\_ exemplaires gratuits d'Horizons et débats n° \_\_\_\_\_ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: \_\_\_\_\_

Rue / N°: \_\_\_\_\_

NPA / Localité: \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_

Date / Signature: \_\_\_\_\_

A retourner à: Horizons et débats, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51  
CCP 87-748485-6, Horizons et débats, 8044 Zurich



La Suisse et le secret bancaire

## Ce sont toujours les mêmes rengaines

Ce sont toujours les mêmes rengaines: «Le secret bancaire protège les criminels», «Personne ne comprend la distinction entre la fraude et la soustraction», «La Suisse est un paradis fiscal», etc. – Nous les entendons et les lisons fréquemment ces jours-ci en Suisse et à l'étranger. Ce n'est pas nouveau. Actuellement, c'est particulièrement le ministre allemand des Finances Peer Steinbrück qui s'énerve.

ww. Quand on examine le système fiscal suisse, bien des choses paraissent nécessiter une explication. A première vue, il y a beaucoup d'injustices. Il existe des différences énormes. Une famille de l'Oberland bernois paye par exemple le double d'une famille de Zoug ayant le même revenu. Mais malgré cela les Bernois de l'Oberland ne démentent pas. Comment est-ce possible? L'attachement à la commune est grand et ne dépend pas seulement des impôts. Les com-

munes ont un très haut degré d'autonomie et leurs citoyens ont beaucoup de possibilités de participation, y compris dans les questions financières. Il est remarquable que les 2600 petites et moyennes communes gèrent le plus souvent leur budget sans endettement. Comment est-ce possible à une époque où l'endettement atteint des sommets? Dans l'ensemble, les impôts sont plutôt modérés dans la Suisse fédéraliste. Ils sont inférieurs à ceux des pays voisins centralistes. Pourquoi?

### Conception coopérative de l'Etat: participation active des citoyens

Voici un exemple: Si une commune veut bâtir une nouvelle école, le conseil communal élabore un projet avec un devis détaillé. Le président de commune le présente aux citoyennes et aux citoyens et explique peut-être que le taux des impôts doit pour cette raison être augmenté de quelques points. Les électeurs

étudient le projet et prennent en considération les conséquences financières. Finalement on vote séparément le projet et l'augmentation du taux des impôts.

Mais ce n'est pas uniquement là-dessus que l'on vote. Chaque modification de la législation fiscale doit être approuvée par les citoyens. C'est valable à tous les échelons politiques (Confédération, cantons et communes). Si le gouvernement et le Parlement veulent augmenter le taux de la TVA d'un quart de point, ils doivent avoir de bons arguments et les citoyens en décident lors d'une consultation obligatoire.

### Le secret bancaire

Le secret bancaire fait partie de cette conception moderne de l'Etat impliquant la coresponsabilité. Les autorités respectent la dignité et la sphère privée des citoyens, avec lesquels ils coopèrent de manières très diverses. C'est pourquoi les citoyens peuvent déclarer leurs revenus et leurs biens de manière autonome à l'administration fiscale. Si quelque chose manque, vous ne vous retrouverez pas tout de suite en prison. On fera la correction sans que la sphère privée soit affectée. Eventuellement vous devrez payer un rappel d'impôts et une amende.

### Impôt anticipé à 35%

L'impôt à la source (impôt anticipé) de 35% sur les intérêts et les dividendes garantit que les impôts sur les avoirs bancaires et sur les titres sont payés. C'est autre chose si quelqu'un falsifie ses pièces justificatives et trompe ainsi les autorités et la communauté. Ce comportement est grave et entraîne une procédure judiciaire et éventuellement une peine de prison.

Cette règle est également valable pour les étrangers qui placent leur argent dans une banque suisse. La Suisse est le seul pays au monde à percevoir un impôt à la source sur les intérêts et les dividendes des étrangers et à le ristourner aux pays en question, y compris à l'Allemagne. Là également les activités frauduleuses sont punies sévèrement. Les autorités accordent l'entraide judiciaire à l'étranger. Depuis assez longtemps, une loi contre le blanchiment d'argent contraint de refuser l'argent sale.

Qu'est ce qui est si mauvais dans ce système? Pourquoi la sphère privée ne peut-elle pas rester garantie et l'impôt à la source amélioré et étendu au monde entier?

### L'Allemagne, Etat autoritaire

Pourquoi le ministre Peer Steinbrück ne comprend-il pas cela? Est-il possible que son administration mène une autre politique envers les citoyens? On entend dire qu'en Allemagne les gens doivent être administrés et contrôlés. Les fonctionnaires du fisc consultent les comptes bancaires «on-line». Malheur aux contribuables s'ils découvrent un impôt qui n'a pas été payé. Les politiciens allemands n'ont-ils pas, il y a quelques années, augmenté la TVA de 4% sans consulter les citoyens? Personne ne comprend cela. Ou est-ce que, Monsieur le ministre, vous concevez encore l'Allemagne comme un Etat autoritaire qui administre, contrôle et surveille ses citoyens? Il s'agit là d'une atteinte à la dignité humaine qui n'est plus de mise au XXI<sup>e</sup> siècle. Ou voulez-vous compenser ainsi la crise financière et bancaire?

## «Industrie financière»? Un terme à biffer du vocabulaire



Robert Holzach, directeur général et président du conseil d'administration de l'Union de Banques Suisse et jusqu'à la fusion en 1998 avec la Société de Banque Suisse, président d'honneur de l'UBS.

me. En passant une petite phrase au sujet des mystificateurs de mots: Le président du conseil d'administration de l'UBS, Kurer, est prié de biffer tout de suite et pour toujours le terme d'«industrie financière» de son vocabulaire.

La notion «industrie financière» est un camouflage. Elle suggère de la compétence ac-

tive, de la précision d'ingénieur, des manches retroussées, de la sueur et de la performance. Cela n'a pas été la première priorité des banques d'investissement (et de quelques banques cantonales) dans ce qu'elles ont entrepris ces 15 dernières années.

Les banques ne sont pas une industrie, elles offrent des prestations de services. «Celui qui offre des prestations de services doit toujours se rappeler que la notion se compose de deux parties, de la prestation et du service. «Servir» veut dire s'orienter de façon visible d'après des visions idéalistes et faire valoir sa responsabilité intégrale»; c'est ce qu'a recommandé expressément Robert Holzach, président d'honneur de l'UBS déjà en 1993 aux banquiers d'investissement, quand il a vu quelle déchéance s'annonçait. (cf. *Horizons et débats* n° 5 du 9/2/09, *NZZ am Sonntag* du 19/1/09).

Le terme d'«industrie financière» est une insulte envers l'industrie classique et essaie d'utiliser leur réputation comme camouflage.

Les banques ont une légitimité sur le plan de l'économie nationale et c'est là qu'elles doivent s'orienter. Celui qui assume vraiment son passé et rentre en lui-même, renoncera à ce camouflage.

Conseiller national Peter Spuhler

## Expliquer les mesures de manière offensive

Le 9 mars 2009, dans l'interview du lundi avec la «Mittelland-Zeitung», le constructeur de chemin de fer et conseiller national, Peter Spuhler, (UDC Thurgovie) a exprimé, de façon acharnée mais juste, son opinion.

[...]

Spuhler: Avec l'Accord sur la fiscalité de l'épargne et l'imposition à la source nous avons un instrument comme aucun autre pays. Nous avons également des conventions de double imposition, la lutte contre la fraude et des possibilités d'aide judiciaire. Mais jamais un conseiller fédéral n'est prêt à défendre tout cela! On a toujours l'impression que, lors d'une attaque, on met le casque, on se cache dans la tranchée de tir et l'on espère que le rouleau de feu passera. Pourtant, le Conseil fédéral devrait expliquer nos mesures de façon offensive. Je pense que le comportement du gouvernement est faible.

Mittelland-Zeitung: Faut-il de nouveaux conseillers fédéraux?

Du sang nouveau ferait certainement du bien. Mais ce n'est pas le point; le problème, c'est le leadership manquant. On se perd dans des discussions morales et l'on ne réalise pas que

les Américains et les Britanniques nous tirent le tapis sous les pieds, qu'ils essayent d'inverser le flux d'argent afin d'avoir plus tard un marché financier aussi grand que possible dans leur économie politique. Aux yeux des autres, la Suisse est une espèce de tirelire bien remplie au sein de l'Europe. Et beaucoup de gens succombent à la tentation de casser la tirelire avec le marteau.

Quelle serait la situation si Christoph Blocher était encore au Conseil fédéral?

Tout cela ne se serait pas passé avec Blocher. Il aurait assez de pouvoir pour aller jusqu'au bout.

Pensez-vous que c'est bien que Kaspar Villiger devienne le président de l'UBS?

(Spuhler réfléchit longuement): Je ne suis pas sûr que ce soit le bon choix. Le président du conseil d'administration d'une grande banque internationale devrait avoir travaillé comme banquier d'investissement aux Etats-Unis. Moi-même, j'ai vécu cela comme conseiller d'administration de l'UBS: Quand il y a des difficultés, il faut réaliser ce qui se passe rapidement.

Source: Mittelland-Zeitung du 9/3/09 (extrait) (Traduction Horizons et débats)

## Les conséquences des guerres indicibles

D'après les prévisions officielles, le déficit d'Etat des USA va quadrupler pendant l'année actuelle et atteindre le niveau le plus haut depuis la Seconde guerre mondiale, c'est-à-dire à 1750 milliards de dollars ou bien 12% du PIB. Mais pour la Maison Blanche ce n'est pas une raison de réduire l'appétit vers des dépenses encore plus élevées, bien au contraire. Les démocrates veulent utiliser l'élan de leur victoire électorale pour atteindre des objectifs dans les domaines de la santé, de l'environnement et de l'éducation.

Source: Neue Zürcher Zeitung du 7/3/09

## Obama n'est pas celui que l'on croyait

L'éditorialiste David Brooks, un représentant du camp des modérés, que le démocrate avait courtisé avec tant de succès, écrit révolté qu'il faut maintenant regarder la réalité en face: «Barack Obama n'est pas celui que l'on croyait». En réalité, l'ébauche du budget ne porte pas l'empreinte d'un pragmatique prudent. Derrière la salade de chiffres, on aperçoit un Président animé de froides ambitions et qui, d'une manière intransigeante, ne se laisse pas freiner par des faits inconfortables.

Source: Neue Zürcher Zeitung du 7/3/09

## Le chômage américain à plus de 8%

Cela fait seulement deux mois que le taux de chômage aux USA a franchi le seuil de 7%. En février, il est déjà monté à 8,1%, ce qui est le chiffre le plus élevé depuis 25 ans. En janvier, le taux était de 7,6%, il y a un an seulement encore de 4,8%. Ces chiffres donnent une vision claire de la dégradation du marché de l'emploi américain. Encore plus clairement expliqué: Le rapport mensuel fait état de 5 millions de personnes supplémentaires sans emploi par rapport à février 2008. De plus, pendant la même période, le nombre des chômeurs partiels a également augmenté de 3,7 millions. Toutes ces données ont été recueillies par des sondages effectués dans des ménages privés.

Source: Neue Zürcher Zeitung du 7/3/09

«Des mesures actives»

## Créer une agence de rating en Suisse

me. La Haute école de Saint Gall et le Swiss Banking Institute de Zurich/Genève pourraient aider, en tant que «mesures actives», à participer à la création d'une agence de Rating en Suisse et à instaurer un «Swiss approved Rating». Cette agence de rating pourrait analyser la solvabilité des USA et des grandes multinationales américaines. Une évaluation de solvabilité partant de la Suisse neutre, basée sur de solides standards et sans intérêts géopolitiques cachés de grandes puissances, pourrait se révéler une niche sur le marché. Comment est-ce que ce serait si au lieu du «triple A» des USA on utilisait le «triple arbalète» from Switzerland? Les têtes pour cela sont en tout cas disponibles. Le Liechtenstein, le Luxembourg et l'Autriche pourraient aussi y participer. On verrait alors en qui croit le monde: le Goliath vacillant ou la punaise agile et effrontée n'ayant pas peur des listes noires? Alors courage!

### Basler Schnitzelbangg zu «schwarzen Listen»

«Der dytsch Finanzminischer isch am d Mässer wetze. Äar wott d Helveetia uff e schwaarzi Lyschte setze. Doo dergeege het jetzt Bäärn Protäscht erhoobe, Äar kunnt uff d Lyschte vo de sälte fräche Schwoobe.»

Die Groobschlächtige

Schnitzelbangg: petit poème satirique écrit à l'occasion du carnaval de Bâle 2009.

Passé récent

## Kaspar Villiger ne veut pas savoir ...

### Question parlementaire sur l'or de la Banque nationale suisse

me. La lecture d'une question parlementaire de mars 2003 montre que la confiance doit être rétablie durablement. Le conseiller national de l'époque Paul Günter voulait savoir si l'or de la Banque nationale suisse se trouvait à Fort Knox, ou peut-être dans d'autres pays, et dans quelles conditions il pouvait être retiré. La réponse du conseiller fédéral Kaspar Villiger est éloquent. En revanche, les propos de Günter étaient prophétiques, bien que la réalité soit encore pire aujourd'hui. Voyez vous-même:



Ex-conseiller national  
Paul Günter (PS, Berne)

Heure des questions.

Le conseiller national Paul Günter s'enquiert de l'or suisse aux USA

Numéro d'objet: 03.5038  
Date de dépôt: 10/03/2003

1. Est-il vrai qu'une part importante des réserves d'or de la Suisse se trouve à Fort Knox aux Etats-Unis?
2. Existe-t-il à d'autres endroits et dans d'autres pays d'importantes réserves d'or de la Suisse?
3. Dans quels délais et quelles circonstances l'or peut-il éventuellement être retiré, et par qui?

Réponse de Kaspar Villiger, conseiller fédéral:

Ce pays a plein de problèmes et je suis content que ce domaine-là soit un des rares où, à mon avis, il n'a pas de problèmes. Mais comme cela semble pré-

occuper l'opinion, je suis tout disposé à donner quelques précisions.

La Banque nationale stocke ses réserves d'or en partie en Suisse et en partie à l'étranger et cela notamment aux fins de diversification. Les raisons en sont les suivantes:

Les réserves d'or stockées en Suisse ont un caractère particulier. Elles se distinguent de toutes les autres réserves monétaires en ce qu'elles représentent l'unique moyen de paiement. Ensuite, elles ne peuvent pas être bloquées ou leur disponibilité limitée par des décisions d'autorités étrangères. Cette garantie de pouvoir y puiser en tout temps est une raison de conserver une part importante de ces réserves en Suisse.

Mais il existe également de bonnes raisons d'en conserver une partie à l'étranger. Il s'agit tout d'abord de répartir les risques et donc de répartir au mieux les réserves dans différentes régions du monde. Naturellement, on ne peut jamais exclure qu'en temps de crise, peut-être de menace terroriste, le dépôt le mieux gardé puisse être en quelque sorte endommagé. Aussi est-il important de répartir l'or.

En outre, il est important qu'au moins une partie des réserves se trouve dans des pays où existe un important marché de l'or, plus important que le marché suisse. Si on veut le réaliser, on a besoin d'un marché. On peut ainsi remettre la main sur ces réserves sans grande perte de valeur ni frais de transport. Cet aspect a déjà gagné en importance avec les opérations de «gold-lending» et encore davantage au début des ventes d'or par la Banque nationale.

Il existe donc de bonnes raisons militantes à la fois en faveur du stockage en Suisse et à l'étranger. Différents aspects jouent un rôle dans le choix des pays où stocker notre or. N'entrent en considération que ceux qui ont une grande stabilité politique et économique. En outre, même dans les situations de crise, nous devons pouvoir accéder facilement à nos réserves. Un critère important est également que le pays en question protège le mieux possible l'immunité des avoirs de sa banque centrale. Ces caractéristiques

peuvent naturellement se modifier dans le temps. C'est pourquoi la Banque centrale examine périodiquement la répartition des réserves d'or et l'adapte à l'évolution de la situation. Et il va de soi que l'on tient également compte de modifications géopolitiques, par exemple la chute du Mur.

Mais je ne peux malheureusement pas dire où se trouvent ces lingots parce que je ne le sais pas, que je ne suis pas censé le savoir et que je ne veux pas le savoir. En effet, si je le savais et que je boive un verre de vin avec quelqu'un, cela pourrait m'échapper.

Pourquoi ne doit-on pas le savoir? C'est qu'il existe encore des aspects sécuritaires particuliers. Je peux vous donner un exemple. Imaginons que nous ayons une liste des lieux de stockage de l'or de la BNS et des pourcentages, toute adaptation de cette liste, que nous devons effectuer périodiquement, attirerait l'attention du monde entier: Pourquoi quittent-ils ce pays? Pourquoi viennent-ils ici? Et les transports d'or, qui sont assez délicats, ne pourraient plus guère être effectués discrètement, p. ex. si en raison d'événements politiques, un débat avait lieu pour savoir s'il est temps de transférer une quantité d'or donnée de A à B.

C'est pour ces raisons que toutes les banques centrales ainsi que d'autres qui possèdent d'importantes réserves d'or procèdent de la même manière. Elle n'indiquent jamais comment et où elles les ont réparties. C'est pourquoi il me paraît indiqué et sage de laisser à la Banque nationale le soin de décider de la répartition des réserves et de leur transfert éventuel.

Paul Günter:

Je constate que vous n'avez pas répondu à mes questions 1 et 2. Vous n'avez pas répondu non plus à ma question 3 par laquelle je vous demandais qui pourrait, le cas échéant, retirer l'or et dans quelles circonstances.

Avez-vous vraiment le sentiment que c'est une question de sécurité qui impose le secret? Je ne comprends pas pourquoi le peuple suisse ne doit pas savoir qu'une

grande partie de notre or se trouve aux Etats-Unis. Cela ne vous inquiète-t-il pas que notre or se trouve dans un pays qui mène une guerre d'agression, dans un pays fortement endetté? Aux USA, l'endettement par habitant est deux fois plus élevé qu'en Suisse et il continue d'augmenter très rapidement. L'économie américaine est en crise. Vous avez parlé de stabilité. Le président des Etats-Unis est un fanatique religieux et son entourage matraque ses amis et alliés quand ils ne font pas ce qu'il veut. Dans un autre contexte, nous avons parlé du chantage exercé sur la Suisse. Ne craignez-vous pas que ce gouvernement américain ne pense qu'à ses intérêts et qu'il puisse profiter sans scrupule du fait que, manifestement, une très grande partie de notre richesse nationale repose aux Etats-Unis.

Je vous ai simplement demandé si une grande partie de l'or était oui ou non là-bas. Les raisons que vous avez avancées ne répondent pas à ma question. Vous n'avez qu'à dire oui ou non.

Kaspar Villiger:

Je pense effectivement que cette question doit être envisagée sous son aspect sécuritaire. Je constate que vous profitez de cette anodine «question de l'or» pour vous exprimer sur un régime, un homme politique et un pays. Je n'ai pas à critiquer cette opinion. Je ne sais pas si nous avons de l'or en Amérique. C'est pourquoi vous ne pourrez pas me faire dire quoi que ce soit par ce moyen indirect.

Mais au cas où il y aurait quelques kilos d'or aux USA, je présumerais que ce pays continue d'être un Etat de droit où l'or serait aussi en sûreté que dans d'autres pays où nous pourrions avoir de l'or. Mais comme j'ai employé le conditionnel, il n'est pas prouvé qu'il y ait de l'or là-bas.

Source: Amtliches Bulletin Nationalrat  
2003 N 156  
(Traduction Horizons et débats)

me. Soit dit en passant, j'ai calculé en gros que les 1100 tonnes d'or qui ont été vendues 250 dollars l'once valent trois fois plus maintenant car le prix se situe aux alentours de 1000 dollars.

## A l'avenir, la procédure de l'entraide administrative doit garantir la légalité

ds. A la veille du sommet du G 20 du 2 avril, les attaques de l'alliance de guerre, c'est-à-dire des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Allemagne contre la Suisse se renforcent

considérablement. La palabre autour du secret bancaire doit être vue dans le contexte que l'actuelle crise financière et économique provoque d'énormes trous dans les caisses d'Etat, en particulier dans les caisses des alliés de guerre.

Dans sa partie économique, la «Neue Zürcher Zeitung» du 7 mars souligne que

la «vraie» économie n'aurait sûrement pas de raison de se saigner pour le secteur financier et encore moins de mettre en jeu la place économique suisse. Alors, que faire pour empêcher les préjudices à l'encontre de l'économie nationale suisse? D'une manière réaliste, l'auteur ne voit «que la possibilité de s'orienter, pour l'essentiel, selon

l'article 26 de la convention modèle de l'OCDE».

Il serait important «qu'à l'avenir la légalité de la procédure de l'entraide administrative soit garantie et que des procédures ne soient pas escamotées». La protection de l'individu contre l'arbitraire de l'administration est un bien protégé par le droit; avoir le droit d'être entendu en justice reste indispensable. Cependant, le secret bancaire ne peut pas bloquer l'entraide administrative en cas de soupçon fondé – quel que soit le délit, fraude fiscale ou évasion fiscale.

### Merz attend des concessions

Le conseiller fédéral Merz attend aussi d'éventuelles concessions venant de l'étranger: Ainsi, dans le cas d'une augmentation de la fiscalité de l'épargne, d'autres places financières doivent également participer, qui aujourd'hui encore font exception. Il considère l'impôt anticipé allemand de 28% comme «dumping» en comparaison avec les 35% que la Suisse doit prélever selon l'Accord sur la fiscalité de l'épargne avec l'UE.

Source: Neue Zürcher Zeitung du 7/3/09

### Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen  
Rédacteur en chef  
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration  
Case postale 729, CH-8044 Zurich  
Tél.+41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch  
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.- frs/ 108.- €

ISSN 1662 - 4599

© 2009 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.  
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

### Basler Schnitzelbagg zu «Stüüroasen»

Es tun die Dütschen gegen d Schwyz zum Kriege blasen.  
Ja weil die Schwyz gehört schients zu den Stüüroasen.  
Jo dä Vergliich mit dä Oase findi gar nit dernäabe,  
es zeigt, dass d Schwoobe i der Wieschti läbä.

Ich habe hier für die Dütschen na d'Übersetzig paraat:  
Ich habe gsungen, mir alli fänden es schaad,  
dass ihr lieben Schwooben europaweit  
die einzigen Kamele seid.

Die Antiquierte

Schnitzelbagg: petit poème satirique écrit à l'occasion du carnaval de Bâle 2009.

# De la nourriture pour tous, à condition de le vouloir

par Gabriela Neuhaus

La production alimentaire mondiale dépasse aujourd'hui les besoins. Pourtant, des millions de personnes meurent de faim chaque année et plus de 860 millions souffrent de malnutrition. Ce nombre a encore grossi depuis que la flambée des prix a privé environ 100 millions de pauvres de leur pain quotidien. Loin d'être une fatalité, la crise alimentaire actuelle découle de dysfonctionnements qu'il importe de corriger.

En 2007, le Programme alimentaire mondial (PAM) a acheté huit tonnes de maïs à des petits paysans du Lesotho, pour le redistribuer aux populations locales souffrant de la faim. Cette transaction mérite d'être mentionnée, car c'était la première fois que le PAM se procurait sur place l'aide alimentaire destinée à ce petit Etat qui souffre du fait de l'érosion et de la sécheresse. Huit tonnes ne constituent certes qu'une part minime des quantités qui ont dû être importées pour atténuer la crise alimentaire au Lesotho. Mais *Rosette Sheeran*, directrice du PAM, n'en a pas moins parlé d'une situation dans laquelle tout le monde est gagnant: grâce à ces achats locaux, l'organisation spécialisée de l'ONU a réalisé une économie et les 2800 dollars qu'elle a versés pour ce maïs ont assuré un revenu important à de petits exploitants.

## Le Lesotho donne l'exemple

Ce petit royaume montagneux, enclavé au cœur de l'Afrique du Sud compte parmi les pays les plus pauvres de la planète. Environ 70% de ses habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté. Des conditions climatiques difficiles, des méthodes de culture inadaptées et le manque d'infrastructures le conjuguent pour faire de la faim une réalité quotidienne.

*James Jacob Machobane*, fils d'un paysan lesothan, a mis au point dans les années 50 une méthode agricole durable qui devait garantir un revenu régulier aux paysans. Son système consiste à cultiver sur un même champ sept végétaux différents, dont des pommes de terre, du maïs, du millet et des haricots. Cendres et fumiers servent d'engrais et les récoltes se succèdent tout au long de l'année. Au début, cette méthode a haute intensité de main d'œuvre, conçue pour la petite agriculture, n'a guère fait parler d'elle. C'est dans les années 90 seulement qu'elle s'est imposée, avec le soutien de diverses organisations non gouvernementales (ONG), au nombre desquelles figurait *Helvetas*. Comme l'ont rapidement montré les expériences pratiques, les paysans formés à ce système parvenaient non seulement à mieux se nourrir, mais aussi à produire des excédents qu'ils vendaient sur le marché.

Aujourd'hui, de nombreuses ONG et agences de développement s'emploient – en collaboration désormais avec le gouvernement – à diffuser des méthodes de culture durables adaptées aux conditions climatiques et écologiques du Lesotho, et à améliorer l'accès des paysans au marché. C'est là une approche prometteuse, déjà mise en œuvre dans beaucoup d'autres pays et projets de développement. Malgré ces efforts, rien ne permet d'escompter une solution prochaine au problème de la faim dans le monde. Au contraire: selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), jamais encore on n'avait compté autant de personnes affamées qu'aujourd'hui.

## La crise alimentaire

Lorsque les prix des denrées de base, telles que les céréales, le riz, le lait et l'huile, ont pris l'ascenseur dès le milieu de 2007, un cri de protestation a fait le tour de la planète. Manifestations et émeutes se sont multipliées. En Haïti, elles ont même abouti à la destitution du gouvernement. Parallèlement à cette flambée des prix, une profonde crise alimentaire, due à la sécheresse, aux cyclones ou à la guerre, menaçait plusieurs régions du Sud. Comme toujours dans ces cas-là, la communauté internationale a réagi en lançant des programmes d'urgence et en acheminant de l'aide alimentaire. Ce qui est plus inhabituel, en revanche, c'est que, devant les sombres perspectives de développement dans l'agricul-

ture, elle a également mené un débat de fond sur l'avenir de la sécurité alimentaire.

Cette crise, qui a connu une apogée politique et médiatique en été 2008 lors du *Sommet de l'alimentation* à Rome, résulte d'une longue évolution qu'il importe de corriger d'urgence si l'on veut éradiquer la faim et garantir à tous le droit à l'alimentation. Dans les années 60, la Révolution verte a permis d'accroître énormément la production de nourriture dans nombre de régions et d'atténuer le problème de la faim, principalement en Asie. Le recours aux semences améliorées, aux engrais chimiques et aux pesticides ainsi que la mécanisation ont engendré un profond changement structurel dans l'agriculture et produit des récoltes d'une ampleur inégalée.

L'industrialisation partielle de l'agriculture a fait baisser les prix des denrées alimentaires dans le monde entier. Une condition idéale, en apparence, pour que le développement s'accélère dans les pays pauvres. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la mise à la disposition des ouvriers d'aliments bon marché n'avait-elle pas constitué l'un des fondements de la Révolution industrielle?

Mais la médaille a son revers: la pression sur les prix ayant réduit les revenus de l'agriculture traditionnelle, les investissements dans ce secteur ont pratiquement cessé. Les premières victimes sont surtout les petits paysans du Sud, qui ne peuvent compter sur aucun soutien de l'Etat. Le développement a donc stagné, la pauvreté s'est aggravée et la faim a gagné du terrain, ce qui a favorisé l'exode rural.

## Une concurrence inéquitable

Il serait cependant trop facile d'attribuer le problème de la faim à une cause unique. La crise actuelle montre clairement que la sécurité alimentaire exige des approches globales et une évolution des mentalités à différents niveaux. L'aide alimentaire d'urgence a certes permis de sauver des vies au cours des dernières décennies, mais elle a aussi eu des effets pervers.

*James J. Machobane*, le visionnaire qui a réformé l'agriculture du Lesotho, avait coutume d'avertir les paysans en ces termes: «Que fait un homme qui a reçu de l'aide alimentaire? Il retourne faire la queue pour demander une autre poignée de marchandise. Il perd sa dignité et sa femme le quitte. Pour trouver de quoi manger, allez chercher du travail. Mais pourquoi donc s'échiner à cultiver un champ, lorsque la nourriture est distribuée gratuitement ou que l'on ne peut plus écouler ses produits, vu que les denrées importées coûtent moins cher?»

Les excédents agricoles du Nord, produits avec l'aide de l'Etat, inondent depuis des années les marchés du Sud. Avec l'importation

de blé et de riz subventionnés en provenance des Etats-Unis et d'Europe, la culture de nombreuses céréales traditionnelles a été abandonnée en Afrique. Au Ghana, la filière avicole indigène s'est effondrée depuis que les consommateurs peuvent acheter nettement moins cher des morceaux de poulet congelés venus de l'Union européenne.

Si le cours élevé des céréales a frappé aussi durement les plus pauvres du Sud, c'est parce que l'approvisionnement de base de la population dépend des marchés internationaux. En effet, 105 pays en développement sur 148 sont aujourd'hui des importateurs nets de denrées alimentaires, alors qu'ils possèdent un potentiel agricole considérable. Pour que celui-ci puisse être mis au service d'une sécurité alimentaire durable, il faut que les pays riches du Nord cessent de subventionner leur agriculture aux dépens des plus démunis. Tous les spécialistes du développement sont d'accord là-dessus.

## Une demande croissante

L'agriculture est en mesure de nourrir les 6,7 milliards d'êtres humains qui peuplent notre planète. Grâce notamment à la productivité élevée de l'agriculture industrialisée, la faim est aujourd'hui essentiellement un problème de répartition et de pauvreté. Toutefois, cela pourrait changer bientôt pour deux raisons: d'abord parce que la demande continuera d'augmenter en raison de la progression démographique, mais aussi et surtout parce que, dans des pays comme la Chine ou l'Inde, nombre d'habitants parviendront à se hisser au-dessus du seuil de pauvreté.

De plus, l'expérience des pays industrialisés permet de prévoir que lorsqu'elles en auront les moyens, les populations du Sud consommeront davantage de viande. Pour couvrir les besoins futurs, il faudra accroître de 50% la production de céréales d'ici 2030 et de 85% celle de viande, selon le *Rapport sur le développement dans le monde 2008*.

A l'heure qu'il est, l'humanité vit cependant au-dessus de ses moyens. Chaque année, nous consommons nettement plus de ressources que la planète n'est en mesure de régénérer. Les conséquences sont patentées: surpêche dans les mers, érosion et empoisonnement des sols, pénurie d'eau, diminution dramatique de la biodiversité et tarissement des sources d'énergie fossile. De surcroît, les changements climatiques risquent fort d'avoir également des effets négatifs sur la production agricole mondiale. On peut donc en conclure qu'il sera à l'avenir beaucoup plus difficile d'assurer la sécurité alimentaire.

## Controverse autour des agrocarburants

La pression croissante sur des ressources limitées est encore accentuée par l'utilisation

de certaines plantes, comme la canne à sucre, le blé ou le soja, pour la fabrication d'agrocarburants. De nombreuses études ont démontré que les méthodes actuelles de production ne fournissent qu'un gain énergétique minime. Dans le cas de l'éthanol tiré du maïs ou du colza, le bilan est même négatif. Pourtant, on n'en continue pas moins d'investir des milliards dans le développement d'agents énergétiques qui poussent dans les champs et entrent ainsi en concurrence directe avec la production vivrière.

Les avis divergent lorsqu'il s'agit de quantifier précisément l'impact de la production de biocarburants sur le renchérissement des céréales au niveau mondial. Ce qui est certain, en revanche, c'est que la demande de produits agricoles destinés à un usage énergétique risque de compromettre gravement la sécurité alimentaire si aucune réglementation n'est prévue à l'échelle mondiale.

Cette remarque vaut aussi pour les agrocarburants dits de la seconde génération, auxquels les multinationales de l'énergie, de l'agroindustrie et de l'automobile consacrent des recherches communes. L'entreprise agricole américaine *Archer Daniels Midland* a ainsi conclu avec le constructeur automobile *Daimler* et le groupe chimique *Bayer*, producteur de semences, un contrat de coopération pour la production de biodiesel à partir du jatropha. Ce type de collaboration vise à contrôler l'ensemble du processus, depuis la semence jusqu'au moteur de voiture, en passant par le carburant. Des entreprises agricoles deviennent ainsi des productrices d'énergie et vice-versa.

Face à la crise alimentaire, des Etats comme l'Allemagne et la Suisse ont toutefois revu leur politique de promotion des agrocarburants. Ils travaillent en outre à l'élaboration de labels permettant de distinguer les «biocarburants durables». L'avenir dira si de telles mesures suffisent à faire passer la sécurité alimentaire mondiale avant l'approvisionnement énergétique du Nord.

## Un défi planétaire

Le problème de la faim n'est pas insoluble, puisque la planète peut produire de quoi nourrir tous ses habitants. Diverses études parviennent à cette conclusion. Elles proposent des moyens différents pour éradiquer la faim, mais sont unanimes sur un point: il importe de décider et d'appliquer d'urgence de multiples mesures tant au niveau régional que mondial, en mettant l'accent sur la durabilité et l'utilisation économe de ressources limitées.

La mise en œuvre d'une telle stratégie suscite toutefois des divergences. L'agroindustrie mise avant tout sur la culture industrielle et l'accroissement de la productivité, notamment par le recours au génie génétique. En revanche, le *Rapport sur l'agriculture mondiale* conclut que les petits exploitants sont les meilleurs garants d'une sécurité alimentaire durable.

Cette dernière analyse confirme la politique menée jusqu'ici par la DDC. Toutefois, cela peut sembler quelque peu cynique de compter sur les petits paysans pour sauver la planète, alors qu'ils subissent de plein fouet la concurrence internationale et qu'eux-mêmes ne mangent pas à leur faim. «Il importe tout d'abord que ces petits producteurs puissent mieux se nourrir», souligne *Willi Graf*, spécialiste de l'agriculture à la DDC. «Pour y parvenir, ils ont besoin de notre soutien, sous la forme d'une aide à la recherche et de conseils, ainsi que d'un accès facilité au marché.»

Passer de l'autosubsistance à la sécurité alimentaire mondiale représente cependant un pas énorme, que ni les petits paysans ni même l'ensemble du secteur agricole ne sont en mesure de franchir seuls. «C'est tout notre mode de vie qui est en cause», affirme *Willi Graf*. «Nous avons beaucoup de choses à faire en Suisse, au niveau politique et en tant que consommateurs, si nous voulons apporter une contribution à la sécurité alimentaire mondiale.»

Source: *Un seul monde*, le magazine de la DDC sur le développement et la coopération, n° 1/2009.

